

«Gouvernement et patronat confondent la solidarité avec la charité»

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, appelle à augmenter le smic et à partager le temps de travail, plutôt que de l'augmenter.

Philippe Martinez a souvent reproché au gouvernement de ne pas l'écouter. Pendant le confinement, son téléphone a beaucoup sonné, «*je n'ai jamais autant vu ou entendu des ministres*», s'amuse-t-il. Les dossiers étaient nombreux : télétravail, conditions sanitaires dans les usines... Aura-t-il l'oreille du gouvernement dans le monde d'après ? Quand certains plaident déjà pour un «Grenelle social», le secrétaire général de la CGT demande, lui, une hausse immédiate du smic et le partage du temps de travail.

Cette crise a rendu visibles ceux que l'on disait «invisibles» : les soignants, les caissières, les femmes et hommes de ménage... N'est-il pas temps que ces métiers soient rémunérés à leur juste valeur ?

C'est bien qu'on en parle maintenant, mais je rappelle que le gouvernement a refusé de donner un «coup de pouce» au smic en décembre. A l'époque, il fallait faire attention au fameux «coût du travail». Effectivement, cette pandémie a mis en lumière des métiers souvent mal payés,

INTERVIEW

souvent féminins, dans le commerce par exemple. Mais sans même parler d'un éventuel «Grenelle des salaires», il faut tout simplement augmenter le smic. C'est du ressort du gouvernement. Il n'y a pas que la CGT qui en parle : des associations, des ONG soulèvent la question. C'est une mesure urgente, sans grande messe, qui concernerait des millions de salariés. Il faut dans le même temps imposer des négociations par branche pour ne pas dévaloriser les autres salaires, dans la santé notamment. Le décor est déjà planté. Les invisibles sont redevenus visibles et ça recentre le débat.

On a vu le clivage dans les transports en commun : les premiers métros sont remplis de travailleurs précoces, les suivants sont presque vides car beaucoup de gens restent en télétravail...

Au-delà de la rémunération, il y a la question des conditions de travail. Que ce soit dans le nettoyage ou dans le commerce, il y a beaucoup de temps partiels imposés, de journées discontinues, les mêmes personnes commencent très tôt le matin et finissent très tard le soir. Il faut revoir l'organisation du travail. Dans les entreprises, le ménage pourrait être fait pendant que les gens travaillent, au lieu d'être fait avant. Ça réglerait en partie la question des transports. Dans le commerce, la pire des choses, c'est le week-end : ceux qui vont travailler le samedi ou le dimanche se lèvent

toujours aussi tôt, mais avec moins de moyens de transport.

Chez LREM, l'idée en vogue serait plutôt de permettre aux salariés d'offrir des jours de congé aux soignants. Ça vous inspire quoi ?

Le gouvernement comme le patronat confondent la solidarité avec la charité. C'est un partage de la misère : ceux qui ont un petit peu donnent à ceux qui n'ont pas grand-chose. Pendant ce temps-là, regardez le chiffre d'affaires de la grande distribution. C'est comme donner une médaille aux soignants, ça infantilise. D'autant que les salariés n'étaient pas en vacances. Ils étaient à la maison et beaucoup travaillaient, y compris en cumulant des boulots car ils étaient en chômage partiel. Car il faut rappeler qu'en chômage partiel, on perd de l'argent.

Justement, Muriel Pénicaud a annoncé la fin progressive du chômage partiel pris en charge par l'Etat. Faut-il prolonger ce soutien public ?

Premièrement, il faut qu'on ait les chiffres réels de ceux qui étaient en chômage partiel. Il y a eu 12,4 millions de demandes des entreprises, mais ce n'est pas la réalité. Le ministère du Travail lance une enquête sur les employeurs fraudeurs, car il y a eu des abus. Dans certains endroits, un quart des entreprises ont fait

appel au chômage partiel tout en faisant travailler leurs salariés. Mais ce système, qui est l'un des plus sociaux au monde et qui existait déjà avant, doit pouvoir perdurer pour tous ceux qui en ont besoin.

A droite, certains montent au créneau pour remettre en cause les 35 heures. Vous défendez toujours les 32 heures ?

On n'a pas changé d'avis. Je n'ai toujours pas compris comment, en faisant travailler plus ceux qui ont du boulot, on va libérer du travail pour ceux qui n'en ont pas. Le travail, c'est autre chose que des statistiques : c'est le sens qu'on y met. C'est ça qu'il faut soigner et guérir aujourd'hui. Qu'ils aillent faire un stage sur une chaîne auto en travaillant 60 heures par semaine, et on verra comment ils en sortiront physiquement et mentalement.

Craignez-vous une vague de licenciements ?

Bien sûr. On dresse actuellement la liste des entreprises qui prévoient soit de fermer, soit de licencier. Bien souvent, c'était prévu à l'avance et le Covid-19 a bon dos. Engie veut supprimer 15 000 emplois dans le monde dont 9 000 en France, par exemple. Air France veut aussi lancer un plan de restructuration. Il faut avoir une réflexion pour maintenir l'emploi, soit en diversifiant l'activité, soit en proposant des formations aux salariés en attendant le retour de l'activité. La solution ne

peut pas être «le licenciement et ensuite on verra».

Sur le dialogue social, vous avez été courroucé par l'attitude du gouvernement. Est-ce que ça a changé à la faveur de cette crise ?

Oui, ça a changé. En deux mois, j'ai eu deux fois le président de la République, deux fois le Premier ministre, douze fois la ministre du Travail, plus le ministre de l'Économie et le ministre de la Santé. C'est plus qu'en trois ans. Mais on reste «courroucés». Pourquoi ? Par exemple, on a eu des échanges sur des «guides de bonnes pratiques». On a pointé ce qui

n'allait pas. Eh bien, ils ont quand même publié leurs guides. Y compris dans le BTP, où quatre confédérations sur cinq ont dit que le guide n'était pas bon.

L'un des gros enjeux des prochains mois, c'est aussi la question écologique...

Nous avons lancé une démarche avec Greenpeace, Attac et d'autres, pour préparer l'après-crise afin que l'idée d'une association entre urgence sociale et urgence environnementale reste présente. Je me félicite que dans une période compliquée, des organisations aussi diverses soient d'accord pour dire que ça ne peut plus continuer comme avant. Ça pose des

questions très concrètes. Par exemple, si Air France doit cesser ses vols intérieurs, la direction pourra dire «on n'a plus besoin de tant de pilotes, de personnel de bord»... L'écologie, c'est aussi développer le transport ferroviaire de marchandises. Peut-être que du personnel d'Air France peut être embauché à la SNCF. Voilà typiquement des réflexions du jour d'après. Ce n'est pas la même logique que le gouvernement qui dit «l'économie avant tout», ou que le patronat qui demande d'assouplir les règles environnementales.

Recueilli par **FRANTZ DURUPT** et **GURVAN KRISTANADAJA**

